



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché de concession

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-131581>

Département(s) de publication : **62**

Annonce n° **24-131581**

Section 1 - Acheteur

1.1 Acheteur

Nom officiel : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE SAINT-OMER

Forme juridique de l'acheteur : Autorité locale

Activité du pouvoir adjudicateur : Services d'administration générale

Section 2 - Procédure

2.1 Procédure

Titre : Concession de service public (Délégation du service public) de l'eau potable

Description : Délégation du service public de production et de distribution d'eau potable. - Assurer pendant une durée de 10 ans, à compter du 1er janvier 2027 l'exploitation du service public d'eau potable sur le périmètre des 21 communes membres de la CAPSO. - Actualiser l'inventaire du patrimoine, - Exploiter le service public de l'eau potable (achats d'eau en relation étroite avec la CAPSO et distribution aux abonnés) - Assurer la continuité de service public et la responsabilisation sur la qualité du service public, - Assurer la gestion clientèle, - Supporter les risques liés à l'exploitation du service, - Assurer les travaux d'entretien et de réparation des ouvrages, matériels et équipements du service d'eau potable, - Gérer le renouvellement fonctionnel et patrimonial dans le cadre d'un compte de renouvellement, - Mettre en place et gérer un fonds de renouvellement des réseaux afin d'harmoniser l'état du patrimoine sur l'ensemble du périmètre, en tenant compte des taux de renouvellement actuels des réseaux - Mettre en place et gérer un fonds de travaux pour la réalisation des travaux de mise en sûreté et sécurité sur les 8 réservoirs en activité du périmètre élargi, - Réaliser des travaux concessifs sur 3 réservoirs, - Pilotage des performances du service (mise en oeuvre des propres outils du délégataire) et formation du personnel pour acquérir les connaissances techniques et de gestion nécessaires à la sûreté et au pilotage du service. Le périmètre délégué sera constitué à titre indicatif par : - Nombre de km de réseaux : 660 (réseau distribution d'eau potable) ; - nombre d'abonnés : 34 678, - nombre d'unités de production d'eau potable : 6 forages - nombre de réservoirs : 8. - Volume facturé : 4 560 000 m3 - Volume prélevé : 3 688 000 m3 - Volume acheté : 1 734 000 m3 - Rendement des réseaux : de 77.8% à 91.6% selon les secteurs

Identifiant de la procédure : 0d43806c-cf6e-4557-8739-b1b317b9b343

Identifiant interne : 2024-59

2.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 65111000 Distribution d'eau potable

Nomenclature supplémentaire (cpv): 65130000 Exploitation de l'alimentation en eau

2.1.3 Valeur

Valeur estimée hors TVA : 62,250,000 Euro

2.1.4 Informations générales

Informations complémentaires : Les candidats sont informés que la Capso organisera une seule visite sur site et sur 3 journées du 4 au 6 décembre 2024 à partir de 09h00. Cette visite est obligatoire. Les modalités relatives à la visite sont décrites à l'article 12 du règlement de consultation. La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.info> Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée. Les pièces de la candidature et de l'offre devront être remises dans des dossiers informatiques séparés. - Un dossier « candidature » comprenant les documents demandés dans le cadre de l'article 15 du présent règlement de la consultation - Un dossier « offre » comprenant les documents demandés dans le cadre de l'article 16 du présent règlement de la consultation La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur. Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (Gmt+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites prévues. Si un nouveau pli est envoyé par voie électronique par le même candidat, celui-ci annule et remplace le pli précédent. Il est recommandé que le pli soit doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (Cd-Rom, Dvd-Rom, clé Usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants : lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ou lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis. La copie de sauvegarde peut être transmise par voie postale à l'adresse suivante : Communauté d'Agglomération du Pays de Saint-Omer : Capso - 2, rue Albert Camus Cs 20 079, 62968 Longuenesse cedex ou être déposée à la même adresse aux horaires d'ouverture soit du lundi au vendredi de 8h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h00. Lorsqu'ils ne sont pas accompagnés d'une copie de sauvegarde, les plis transmis par voie électronique et dans lesquels un programme informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur ne font pas l'objet d'une réparation. Dans ce cas, le pli est réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat concerné en est informé. Si le pli contenant la copie de sauvegarde n'est pas ouvert, il est détruit par le pouvoir adjudicateur. Formats de fichiers informatiques Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles (Excel, Word..). Signature électronique La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation. Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats. Le candidat est invité à créer son "Espace entreprise" sur la plateforme Aws-Entreprise (<https://www.marches-publics.info/fournisseurs.htm>). Sur cette plateforme, le candidat

pourra retrouver l'ensemble de ses retraits de dossier de consultation. L'inscription est un préalable obligatoire pour correspondre avec l'acheteur lors de chaque consultation (Questions/Réponses, Dépôt de candidatures et offres. . .). Elle permet également de bénéficier d'un service d'alertes sur les consultations (précisions, modifications, report de délais...). Par conséquent, il est recommandé d'indiquer une adresse mail durable pendant toute la durée de la procédure, en priorité l'adresse de l'interlocuteur principal du candidat, ainsi que la ou les adresses de remplacement en cas d'absence de ce dernier. Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme lors du déroulement de la consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse, ou en cas de suppression de ladite adresse. Un service de dépôt "Attestation" permet au candidat de déposer en ligne son Rib, son Kbis, ses attestations d'assurance, sa liste nominative des travailleurs étrangers, son attestation de régularité fiscale et son attestation semestrielle sociale dans un coffre-fort sécurisé. L'ensemble des acheteurs utilisateurs de la plateforme auront accès à ces informations. L'ensemble de ces services est fourni gratuitement au candidat. Correspondance avec le pouvoir adjudicateur : Toute correspondance entre l'opérateur économique et le pouvoir adjudicateur aura lieu par le biais de la plate-forme <https://www.marches-publics.info>

Base juridique :

Directive 2014/23/UE

2.1.6 Motifs d'exclusion

Motifs d'exclusion purement nationaux : « Le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, ne doit pas entrer dans l'un des cas d'exclusion de la procédure de passation prévus par le code de la commande publique.

Section 5 - Lot

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0000

Titre : Concession de service public (Délégation du service public) de l'eau potable

Description : Délégation du service public de production et de distribution d'eau potable. - Assurer pendant une durée de 10 ans, à compter du 1er janvier 2027 l'exploitation du service public d'eau potable sur le périmètre des 21 communes membres de la CAPSO. - Actualiser l'inventaire du patrimoine, - Exploiter le service public de l'eau potable (achats d'eau en relation étroite avec la CAPSO et distribution aux abonnés) - Assurer la continuité de service public et la responsabilisation sur la qualité du service public, - Assurer la gestion clientèle, - Supporter les risques liés à l'exploitation du service, - Assurer les travaux d'entretien et de réparation des ouvrages, matériels et équipements du service d'eau potable, - Gérer le renouvellement fonctionnel et patrimonial dans le cadre d'un compte de renouvellement, - Mettre en place et gérer un fonds de renouvellement des réseaux afin d'harmoniser l'état du patrimoine sur l'ensemble du périmètre, en tenant compte des taux de renouvellement actuels des réseaux - Mettre en place et gérer un fonds de travaux pour la réalisation des travaux de mise en sûreté et sécurité sur les 8 réservoirs en activité du périmètre élargi, - Réaliser des travaux concessifs sur 3 réservoirs, - Pilotage des performances du service (mise en oeuvre des propres outils du délégataire) et formation du personnel pour acquérir les connaissances techniques et de gestion nécessaires à la sûreté et au pilotage du service. Le périmètre délégué sera constitué à titre indicatif par : - Nombre de km de réseaux : 660 (réseau distribution d'eau potable) ; - nombre d'abonnés : 34 678, - nombre d'unités de production d'eau potable : 6 forages - nombre de réservoirs : 8. - Volume facturé : 4 560 000 m3 - Volume prélevé : 3 688 000 m3 - Volume acheté : 1 734 000 m3 - Rendement des réseaux : de 77.8% à 91.6% selon les secteurs

Identifiant interne : S-PF-1562031

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 65111000 Distribution d'eau potable

Nomenclature supplémentaire (cpv): 65130000 Exploitation de l'alimentation en eau

5.1.3 Durée estimée

Date de début : 01/01/2027

Durée : 120 Mois

5.1.5 Valeur

Valeur estimée hors TVA : 62,250,000 Euro

5.1.6 Informations générales

Il s'agit d'un marché récurrent

Description : Une concession (délégation de service public) portant sur des prestations analogues ou quasi-analogues sera certainement établie à l'échéance de la présente concession

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : non

5.1.7 Marché public stratégique

Méthode utilisée pour réduire l'incidence environnementale : Autre

5.1.9 Critères de sélection

Critère :

Type : Aptitude à exercer l'activité professionnelle

Description : - Lettre de candidature indiquant l'identité du candidat ou du mandataire du groupement ainsi que l'identité de chaque membre du groupement ; - En cas de groupement : habilitation du mandataire par ses cotraitants ; - Pouvoir de la personne habilitée à engager le candidat ; - Déclaration sur l'honneur : a. Attestant que le candidat ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation des contrats de concession prévue aux articles L3123-1 à L3123-14 du Code de la commande publique, b. Attestant que les renseignements et documents relatifs à ses capacités et à ses aptitudes, exigés en application des articles L3123-18 à L3123-20 du Code de la commande publique et dans les conditions fixées aux articles R3123-1 à R3123-5 du Code de la commande publique, sont exacts ; - L'ensemble des documents justifiant qu'il ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation des contrats de concession prévue aux articles L3123-1 à L3123-5 du Code de la commande publique, notamment : a. Si le candidat est en redressement judiciaire : copie du ou des jugements prononcés à cet effet ; b. Justificatifs indiquant que le candidat a bien satisfait à l'ensemble de ses obligations fiscales et sociales telles que prévues à l'article L3123-2 du Code de la

commande publique (certificats délivrés par les administrations et organismes compétents conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession) ; - Justificatif de l'inscription du candidat au registre du commerce et des sociétés (extrait K bis ou document d'effet équivalent) ou pour les personnes physiques ou morales ayant commencé leur activité depuis moins d'un an, un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises ; - Document permettant de justifier le respect par le candidat de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L5212-1 et suivants du Code du travail ; - Attestations d'assurance responsabilité civile et professionnelle en cours de validité justifiant la couverture des risques inhérents à l'activité du candidat. Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires Dc1 (lettre de candidature) et Dc2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr. Le candidat établi dans un Etat autre que la France doit produire : - Un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. - Pour les impôts, taxes et cotisations sociales pour lesquelles il n'est pas délivré de certificat, il produit une attestation sur l'honneur, selon les mêmes modalités que celles qui sont prévues ci-dessus pour le candidat établi en France. - Le candidat établi dans un pays tiers doit, pour les impôts, taxes et cotisations sociales ne donnant pas lieu, dans ledit pays, à la délivrance d'un certificat par les administrations et organismes de ce pays, produire une déclaration sous serment effectuée devant une autorité judiciaire ou administrative de ce pays. Les certificats délivrés dans une langue étrangère doivent faire l'objet d'une traduction assermentée en langue française

Utilisation de ce critère : Utilisé

Critère :

Type : Capacité économique et financière

Description : - Les bilans et comptes de résultat des trois derniers exercices (sauf pour les sociétés ayant moins de 3 ans d'existence) - Le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires relatif à des prestations similaires à l'objet de la présente concession, réalisées au cours des trois dernières années (sauf pour les sociétés ayant moins de 3 ans d'existence) - Une note de présentation du candidat (forme juridique, date de création, capital social, actionnaires ou associés principaux) - Si, pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents ci-avant demandés, il est autorisé à produire tout document approprié de nature à faire apparaître la capacité économique et financière du candidat et notamment sa situation financière précise

Utilisation de ce critère : Utilisé

Critère :

Type : Capacité technique et professionnelle

Description : - Les moyens humains et techniques dont le candidat dispose pour la gestion du futur contrat de concession - Les références du candidat dans les domaines d'activité faisant l'objet de la concession : eau potable indiquant notamment l'autorité délégante, le montant et la date du contrat - Tout élément

permettant de juger l'aptitude du candidat à assurer l'activité technique et professionnelle, et notamment la continuité du service public et l'égalité des usagers devant ledit service

Utilisation de ce critère : Utilisé

5.1.11 Documents de marché

Adresse des documents de marché : <https://www.marches-publics.info/mpiaws/index.cfm?fuseaction=dematEnt.login&type=DCE&IDM=1562031>

Canal de communication ad hoc :

Nom : AW Solutions

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : <https://www.marches-publics.info/mpiaws/index.cfm?fuseaction=demat.termes&IDM=1562031>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Date limite de réception des offres : 14/03/2025 à 12:00

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés : Non

Facturation en ligne : Requise

La commande en ligne sera utilisée : non

Le paiement en ligne sera utilisé : non

Informations relatives aux délais de recours : Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télécours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Lille

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE SAINT-OMER

TED eSender : Avenue-Web Systèmes

Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0001

Nom officiel : Avenue-Web Systèmes

Numéro d'enregistrement : E9978B4A-F751-C246-907F96C254411899

Ville : Seyssinet-Pariset

Code postal : 38170

Subdivision pays (NUTS) : Isère (FRK24)

Pays : France

Adresse électronique : publications-joue@aws-france.com

Téléphone : +33480041260

Rôles de cette organisation :

TED eSender

8.1 ORG-0002

Nom officiel : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE SAINT-OMER

Numéro d'enregistrement : 58779

Adresse postale : 2 Rue Albert Camus Cs 20079

Ville : Longuenesse

Code postal : 62968

Subdivision pays (NUTS) : Pas-de-Calais (FRE12)

Pays : France

Point de contact : DUQUENOY JOEL

Adresse électronique : correspondre@aws-france.com

Téléphone : 0374182000

Adresse internet : <https://www.ca-pso.fr/>

Profil de l'acheteur : <https://www.agysoft.marches-publics.info>

Rôles de cette organisation :

Acheteur

8.1 ORG-0003

Nom officiel : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE SAINT-OMER

Numéro d'enregistrement : E9978B66-9F28-ACCE-6341D6F23626361B

Adresse postale : 2 Rue Albert Camus

Ville : Longuenesse

Code postal : 62968

Subdivision pays (NUTS) : Pas-de-Calais (FRE12)

Pays : France

Adresse électronique : correspondre@aws-france.com

Téléphone : 0374182000

Rôles de cette organisation :

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché

8.1 ORG-0004

Nom officiel : Tribunal administratif de Lille

Numéro d'enregistrement : E9978B74-F4BB-9BF0-889913265833286E

Adresse postale : 5, rue Geoffroy Saint-Hilaire Cs 62039

Ville : Lille Cedex

Code postal : 59014

Subdivision pays (NUTS) : Nord (FRE11)

Pays : France

Adresse électronique : greffe.ta-lille@juradm.fr

Téléphone : 0359542342

Télécopieur : 0359542445

Adresse internet : <https://www.telerecours.fr>

Rôles de cette organisation :

Organisation chargée des procédures de recours

Section 11 - Informations relatives à l'avis

11.1 Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis : a0222679-bce9-4393-a484-bf6e4e3292f6 - 01

Type de formulaire : Mise en concurrence

Type d'avis : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Date d'envoi de l'avis : 20/11/2024 à 18:11

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible : français

11.2 Informations relatives à la publication

Date d'envoi du présent avis à la publication : 20/11/2024